

UHI – CASABLANCA FSJES Ain Sebaa	Licence Fondamentale Droit en Français	Module : Droit Pénal Général
Pr Nabil MADANI	Année Universitaire : 2019/2020	Etudiant :
L'INFRACTION		

I. L'INFRACTION

- ☐ L'infraction est un acte ou une omission interdit par la loi sous menace d'une peine.
- ☐ « L'infraction est une action ou une omission prévue et réprimée par la loi pénale, imputable à son auteur ».
- ☐ « Le comportement interdit par la loi sous peine de sanction pénale ».
- ☐ Les infractions s'articulent toutes autour **de constantes fondamentales** sans lesquelles il n'est point de responsabilité pénale.
- ☐ Une **classification** des infractions pénales en plusieurs catégories aux régimes juridiques bien définis.

A. Les éléments constitutifs de l'infraction :

1. L'élément légal

- ☐ Reposer sur un principe général du droit pénal.
 - ☐ Le principe de la légalité : confirmation par plusieurs traités et conventions internationales.
 - ☐ Principe de valeur internationale et constitutionnelle : le fondement de la protection des libertés individuelles contre l'arbitraire du législateur ou du juge
 - ☐ Le fondement : Le législateur devrait légiférer des lois pénales claires, précises et également accessibles ou prévisibles.
 - ☐ Bien détailler les infractions pour les sanctionner, et même les sanctions.
 - ☐ Certaine souplesse laissée à l'appréciation du magistrat afin d'adapter la sanction aux faits.
 - ☐ L'application du principe de l'interprétation stricte de la loi pénale.
 - ☐ Les juges ne devraient être que : « les bouches qui prononcent les paroles de la loi ».
- MONTESQUIEU**
- ☐ « Aucun magistrat qui fait partie de la société, ne peut sans injustice infliger de son chef des châtimens contre un autre membre de la société, car une peine qui dépasse la limite fixée par les lois représente la loi injuste, plus une autre peine ».

BECCARIA

- ☐ Confirmé dans les œuvres de BECCARIA.
- ☐ Ignoré depuis longtemps : l'arbitraire absolu sans aucune garantie pour les justiciables.

En France :

- ☐ Le point de départ pour respecter ce principe était la révolution française : l'article 8 de la DDHC.
- ☐ Repris par l'article du C.P. français de 1810.

Au Maroc :

- ☐ Avant 1912 : Principe consacré par le droit musulman.
- ☐ Pendant le protectorat : introduit seulement pour les ressortissants français.
- ☐ C.P. de 1961 : consécration solennelle du principe.
- ☐ L'article 3 du C.P. : « Nul ne peut être condamné pour un fait qui n'est pas expressément prévu comme infraction par la loi, ni puni de peines que la loi n'a pas édictées. »
- ☐ L'article 4 du C.P. : « Nul ne peut être condamné pour un fait qui selon la loi en vigueur au temps où il a été commis, ne constituait pas une infraction. »

a. Ni infraction, ni peine, sans texte légal :

- ☐ Ne peut créer de nouvelle incrimination (ou peine).
- ☐ Ne peut compléter une loi insuffisante ni appliquer une sanction autre que celle prévue.

b. Interprétation stricte de la loi pénale

- ☐ Le juge doit s'en tenir à la loi.
- ☐ « En matière criminelle, il faut des lois précises et point de jurisprudence ». **Portalis**
- ☐ Vérifier si les faits reprochés à une personne qui lui est déférée sont susceptibles de recevoir une sanction pénale.
- ☐ Rechercher parmi les textes applicables celui qui paraît le plus adéquat.

La qualification des faits :

- ☐ Spécifier le texte qui sert de fondement légal aux faits poursuivis.
- ☐ « L'opération par laquelle le juge confronte les faits dont il est saisi aux éléments constitutifs d'une incrimination déterminée ».
- ☐ Qualifier une infraction, c'est lui attribuer une place dans la classification tripartite crime-délit-contravention.

L'interprétation de la loi pénale :

- ☐ Il arrive que la règle en vigueur soit obscure, incomplète, inadaptée, équivoque, confuse ou fort extensive.
- ☐ « Choisir entre les divers sens possible de la règle, celui qui doit l'emporter ».
- ☐ Le principe de légalité criminelle impose au législateur de rédiger des textes clairs et précis pour exclure l'arbitraire et permettre au citoyen de régler sa conduite.
- ☐ Exemples :
 - Un complément alimentaire peut-il être considéré comme un médicament, avec cette conséquence que sa vente est pénalement réprimée lorsqu'elle n'est pas le fait d'un pharmacien ?

- Un terrain nu et clos ne dépendant pas directement d'une maison peut-il être considéré comme un domicile auquel le droit pénal garantit une protection particulière ?
- Des propos injurieux, tenus dans une réunion publique, caractérisent le délit d'injure publique alors même que l'auteur de ces propos s'est adressé à un cercle restreint de militants sur le ton de confiance ?
- A qui confier cette mission si délicate ?
- Toutes les règles peuvent-elles être interprétées ?
- Existe-t-il des règles d'interprétation ?

Les auteurs de l'interprétation :

- ☐ Penser à l'autorité dont émane la loi.
- ☐ L'interprétation des lois appartient essentiellement au juge.

L'objet de l'interprétation :

- ☐ Ceux dont l'interprétation est utile à la solution du procès pénal.
- ☐ Un texte d'incrimination ou un texte invoqué comme moyen de défense.

Les méthodes d'interprétation :

Les méthodes rejetées :

- ☐ La méthode littérale ou « judaïque ».
- ☐ La méthode analogique.

La méthode privilégiée : « Méthode téléologique »

- ☐ Derrière la lettre du texte, il y a la volonté du législateur.
- ☐ Découvrir l'esprit qui a animé la genèse du texte : l'intention hypothétique du législateur actuel.
- ☐ Délimiter les contours d'une notion incertaine au contenu non défini.
- ☐ Retarde le vieillissement des textes.

Le contrôle de régularité :

- ☐ La loi pénale s'inscrit dans *un édifice pyramidal* construit selon *un ordonnancement précis* :
- ☐ Une loi pénale d'une catégorie inférieure doit nécessairement respecter les normes qui lui sont supérieures.
- ☐ La loi pénale doit être examinée à la fois au regard de son domaine et de sa portée.

Le domaine du contrôle : les auteurs du contrôle et son objet.

- ☐ Le conseil constitutionnel : la conformité de la loi pénale au bloc de constitutionnalité.
- ☐ Le juge ordinaire : se rapporte à un acte administratif individuel ou réglementaire.

c. Non-rétroactivité de la loi pénale

- ☐ Valeur constitutionnelle : « La loi ne peut avoir d'effet rétroactif. » Art 6
- ☐ La loi pénale ne s'appliquera qu'aux faits commis postérieurement à son entrée en vigueur.

- ☐ Une garantie fondamentale de la liberté des citoyens.
- ☐ La loi pénale s'applique à tous les actes commis après son entrée en vigueur.
- ☐ Un acte commis sous l'empire d'une loi déterminée.
 - Non jugé définitivement : conflit entre la loi antérieure et la loi nouvelle.
 - Jugé définitivement : non application de la loi nouvelle.
- ☐ Art 4 du C.P. : « Nul ne peut être condamné pour un fait qui, selon la loi en vigueur au temps où il a été commis, ne constituait pas une infraction ».
- ☐ Pour les lois pénales de forme : applicables immédiatement.
- ☐ Pour les lois de fond : la non rétroactivité est le corollaire de la légalité.
- ☐ Exception: les lois pénales plus douces s'appliquent immédiatement :
 - Au niveau des incriminations : dépénalisation, correctionnalisation (critère de gravité : hiérarchie des infractions).
 - Au niveau des pénalités : les sanctions moins sévères (critère de gravité : durée).

d. Territorialité de la loi pénale

- ☐ Peu importe la nationalité de l'auteur ou de la victime de l'infraction.
- ☐ Immunité aux diplomates dûment accrédités, ainsi qu'aux membres de leurs familles.
- ☐ La loi pénale d'un pays s'applique à toutes les infractions commises sur le territoire du pays.
- ☐ Pas d'application aux infractions commises hors du pays.

Les fondements de ce principe :

- La conséquence de la souveraineté nationale.
- L'absence de trouble de l'ordre public pour le pays.
- ☐ Les juridictions et les lois pénales sont compétentes pour juger les infractions commises par un ressortissant marocain ou étranger se trouvant sur le territoire national (Art. 10).
- ☐ Le C.P. français étend également aux crimes et délits commis par un Français ou sur la personne d'un Français.

L'exception :

- Les immunités dont jouissent les ambassadeurs représentant leurs pays au Maroc.

La notion de territoire est assez large :

- Les navires et les aéronefs marocains quel que soit le lieu où ils se trouvent (Art. 11).
- Extension de l'application de la loi pénale marocaine en dehors du territoire marocain (Art. 12).

2. L'élément matériel :

- ☐ Existence d'un acte matériel : un fait extérieur, un comportement objectivement constatable.
- ☐ Pas de sanction à l'intention coupable non matérialisée pas un certain comportement.
- ☐ Définition : l'attitude positive ou négative réprimée par la loi.

- ☐ Exemples : l'agression contre les personnes en matière de coups et blessures ou d'homicide; l'accomplissement des manœuvres frauduleuses ou l'usage d'un faux nom en cas d'escroquerie...
- ☐ Pas toujours besoin de la réalisation d'un résultat pénal sauf si la loi le prévoit expressément.
- ☐ Subordonnée au passage à l'acte, c'est-à-dire à l'extériorisation des projets criminels.
- ☐ Justifications de l'impunité de la phase de la résolution :
 - L'absence du trouble à l'ordre social.
 - Actes très souvent équivoques pour les imputer à ses auteurs.
- ☐ Pas de sanction à l'état dangereux en droit pénal selon la vision de M.M MERLE et VITU :

« nul ne peut être puni que pour l'infraction qu'il a matériellement commise, et non pas en prévision de l'infraction qu'il risque de commettre ».

→ Pas d'infraction sans activité matérielle.
- ☐ Assouplissements du principe sous un angle préventif.
- ☐ Pas d'infraction sans activité matérielle : pas d'incrimination d'une simple intention criminelle qui ne s'est pas concrétiser par une manifestation extérieure.
- ☐ Fait générateur de responsabilité pénale indispensable pour sa formation.

a. Les infractions de commission

- ☐ Dans la plupart des cas, l'élément matériel de l'infraction est un acte positif.
- ☐ Exemples : l'empoisonnement, le délit de faux et l'usage de faux sont des actes de commission.
- ☐ Parfois, les frontières entre la commission et l'omission sont difficiles à établir.
- ☐ Exemple : la mort de la victime en cas de meurtre, peut résulter d'une simple abstention.
- ☐ Rejet de la notion de commission par omission.

b. Les infractions d'omission

- ☐ Comportements pénaux passifs.
- ☐ Découler d'une obligation de solidarité : Il faut aider son prochain en danger.
- ☐ Comportement moral : impossibilité de se désintéresser du sort malheureux d'autrui.
- ☐ Sanctionner le non-respect d'une obligation de faire.
- ☐ Exemples : l'omission de témoigner en faveur d'un innocent (article 378 du Code pénal), l'abandon de famille (article 480 du Code pénal)...

c. Les degrés de l'élément matériel :

- ☐ Sanction de la tentative interrompue et de la tentative infructueuse?

La conception objective d'inspiration allemande :

- ☐ Pas de sanction de la tentative en générale, mais en fonction de sa manifestation et du trouble social.

La conception subjective d'inspiration italienne :

- ❑ Sanction de toutes les tentatives que l'infraction consommée.

d. L'incrimination de la tentative :

- ❑ « Toute tentative de crime qui a été manifestée par un commencement ou par des actes non équivoques tendant directement à la commettre, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est assimilée au crime consommé et réprimée comme tel » Article 114.

Conditions de l'incrimination de la tentative :

Commencement d'exécution :

- ❑ Poser un sérieux problème (essentiellement lors de la distinction avec les actes préparatoires restant impunis).
- ❑ Pas de tentative punissable si le processus criminel est interrompu au cours de la phase de préparation de l'infraction :
 - Un acte préparatoire est par nature équivoque;
 - Possibilité de revenir sur l'intention criminelle entre un acte préparatoire et la commission de l'infraction.
 - Lorsque « l'acte tend directement au délit » ou « doit avoir pour conséquence directe et immédiate de consommer le crime, celui-ci étant entré dans sa période d'exécution ».

Un désistement involontaire :

- ❑ Un commencement d'exécution ne peut constituer une tentative punissable que s'il a été interrompu par «des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur», Article 114 CP.
- ❑ Entraîner l'impunité à condition qu'il soit antérieur à la consommation de l'infraction et qu'il résulte d'une interruption volontaire.
- ❑ Pas d'interruption volontaire lorsque la tentative est suspendue par un événement extérieur et contraignant.
- ❑ Répression de la tentative à l'instar du crime consommé, mais non la tentative de la complicité.

Une intention coupable :

- ❑ L'acte doit par ailleurs être accompli avec l'intention irrévocable de commettre l'infraction
- ❑ L'incrimination de la tentative :
 - Crime : répression de toutes les tentatives.
 - Délit : punition des cas expressément énumérés par la loi (article 115 du Code pénal).
 - Contravention : pas de sanction à la tentative.

L'infraction impossible et l'infraction manquée :

- ☐ Cas assimilés à la tentative : l'agent a fait tout ce qui était en son pouvoir pour que l'infraction se réalise, mais celle-ci a échoué indépendamment de sa volonté et sans intervention extérieure.
- ☐ Première hypothèse : l'élément matériel de l'infraction est intégralement accompli avec l'intention requise mais l'action n'a pas produit le résultat voulu en raison d'une défaillance quelconque.
- ☐ Seconde hypothèse : l'agent a mis en œuvre tout ce qui était nécessaire pour réussir mais l'infraction était vouée à l'échec pour une raison dont il n'était pas informé.

L'infraction manquée ou infructueuse :

- ☐ Traiter l'infraction manquée au même titre que la tentative. (Art. 114 du CP).
- ☐ Une différence notable entre la tentative manifestée par un commencement d'exécution et interrompue à ce moment-là et l'infraction manquée.
- ☐ Exprimer la volonté de l'agent d'aller jusqu'au bout pour perpétrer l'infraction : le résultat de l'infraction n'a pas été atteint bien que tous les actes matériels aient été accomplis par le délinquant.

L'infraction impossible :

- ☐ Correspondre à la situation dans laquelle le délinquant ne parvient au résultat recherché en raison d'une impossibilité matérielle dont il ignorait l'existence.
- ☐ Correspondre à la tentative prévue par l'article 117 du Code pénal.
- ☐ Pas d'intérêt pratique de cette distinction : le législateur marocain assimile l'infraction impossible à la tentative.

3. L'élément moral :

- ☐ Nécessité de l'intention coupable : insuffisance de la participation matérielle et même la relation de causalité, en matière de crime pour engager la culpabilité.
- ☐ Qualifié d'intellectuel, psychologique ou moral : l'attitude psychologique répréhensible moralement et socialement.
- ☐ Point de crime ou de délit sans intention de le commettre, à l'exception de la mise en danger délibérée d'autrui et de l'infraction d'imprudence (Art. 133 CP).
- ☐ Etablir la distinction entre les fautes intentionnelles et les fautes non intentionnelles.

a. La faute intentionnelle :

- ☐ Définie comme la volonté de commettre un acte que l'on sait interdit ou comme l'intention de violer la loi pénale.
- ☐ La volonté renforcée de commettre une infraction pénale.

Dol général : une volonté criminelle générale;

- ☐ L'élément commun ou le dénominateur commun à toutes les infractions intentionnelles: la volonté consciente de commettre le délit tel que la loi le prévoit.

- ☐ Expressions spécifiques démontrant la notion du dol : «sciement», «volontairement», «intentionnellement», «délibérément», «avec connaissance».
- ☐ Distinguer le dol ou l'intention et le mobile (la motivation ou la raison antérieure) : c'est le mobile qui anime l'intention.

Le dol spécial :

- ☐ Conçu seulement pour certaines infractions.
- ☐ L'intention d'atteindre un résultat prohibé.
- ☐ Exemple : l'intention de tuer dans l'homicide volontaire.
 - Insuffisance de l'intention de faire mal à la victime et que celle-ci soit effectivement morte.
 - Pas d'exonération du fautif : condamné sous une autre qualification.
 - Etabli par le ministère public pour que la qualification de meurtre puisse être retenue.

b. La faute non intentionnelle :

- ☐ Prévues par l'article 432 et suivants du Code pénal: des fautes d'imprudence, de maladresse ou de négligence.
- ☐ Chercher l'acte et non pas les conséquences dommageables qui vont résulter : absence de toute trace d'intention.
- ☐ L'appréciation liée à la situation ou au comportement d'une personne raisonnable placée dans les mêmes circonstances.

B. La classification des infractions

1. La distinction légale :

- ☐ La distinction fondamentale prévue par le code pénal.
- ☐ Classer les infractions selon leur gravité :
- ☐ Basée sur l'élément légal de l'infraction.
- ☐ S'articuler autour des peines applicables.
- ☐ Classification tripartite : crimes, délits et contraventions.
- ☐ L'art. 111 du CP : prévoir en apparence une classification quadripartite (crime, délit correctionnel, délit de police ou contravention).
- ☐ Les art. 16, 17 et 18 du CP soutiennent la distinction tripartite : tenir compte du régime juridique identique des deux sous-catégories de délits et des intérêts qui les unissent.
- ☐ L'art. 16 : déterminer les peines criminelles principales (la mort, la réclusion perpétuelle, la réclusion à temps pour une durée de cinq à trente ans, la résidence forcée et la dégradation civique).
- ☐ L'art. 17 : prévoir les peines délictuelles principales (l'emprisonnement de un mois à cinq ans et l'amende de plus de 1200 DHS).
- ☐ L'art. 18 : énumérer peines contraventionnelles (la détention de moins d'un mois et l'amende de 30 à 1200 DHS).

- ☐ Pas de définition de la nature des infractions par le législateur : les peines applicables comme critère de distinction entre le crime, le délit et la contravention.

Les intérêts de la distinction :

La tentative :

- ☐ Toujours punissable en matière criminelle (art. 114 CP).
- ☐ N'est Punissable en matière délictuelle que si la loi le prévoit expressément (art. 115).
- ☐ Pas de punition de la tentative en matière contraventionnelle (art. 116 CP).

La prescription de l'action publique et des peines :

- ☐ Crimes : 20 ans.
- ☐ Délit : 5 ans.
- ☐ Contraventions: 2 ans.

La complicité :

- ☐ Pas de complicité en matière contraventionnelle.

Le statut de la récidive :

- ☐ Crime : retenue sans aucune limite de temps entre ses deux termes.
- ☐ Délit : s'il a d'abord fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement et a commis, avant l'écoulement d'une période de cinq ans, un délit similaire passible d'emprisonnement.
- ☐ Contravention : commettre une autre contravention dans les douze mois qui suivent sa première condamnation.

2. Classification particulière :

- ☐ Répartir les infractions en neuf catégories principales qui visent des faits voisins et proches.
- ☐ Catalogue dominé par le caractère technique : par de hiérarchie de l'objet des infractions, ni de leur gravité, ni de l'importance des valeurs et des biens juridiques protégés.

a. Classification fondée sur l'élément matériel :

- ☐ Se référer à la durée, à la répétition des actes de l'infraction matérielle par rapport au résultat obtenu.

Infraction instantanée et infraction continue :

- ☐ Une infraction peut être exécutée dans un laps de temps bref comme elle peut durer un certain temps voire des années.
- ☐ La distinction entre les deux infractions : la durée ou le temps nécessaire à la réalisation de l'infraction.
- ☐ La distinction entre l'infraction continue et l'infraction continuée ou successive :
- ☐ L'infraction continue : un seul acte d'exécution qui nécessite un certain temps.

- ☐ L'infraction continuée : se dérouler sur un certain temps se caractérisant par l'unité de but et des moyens d'action.

Infraction simple et infraction d'habitude et complexe :

L'infraction simple

- ☐ Une infraction dont la consommation suppose l'accomplissement d'un acte unique.
- ☐ Nécessiter un seul type d'opération matérielle.

L'infraction complexe

- ☐ L'accomplissement de plusieurs actes matériels qui ont une nature différente.

L'infraction d'habitude

- ☐ L'accomplissement de deux actes de même nature par une même personne.

Infractions formelles et infractions matérielles et infractions obstacles :

Les infractions matérielles

- ☐ L'accomplissement d'un acte matériel.
- ☐ La réalisation suppose un dommage.

Les infractions formelles

- ☐ L'accomplissement d'un acte matériel.
- ☐ Consommée par le seul accomplissement de l'acte incriminé.

Les infractions obstacles

- ☐ Un comportement dangereux susceptible de produire un résultat dommageable.
- ☐ La production du résultat caractérise une autre infraction.

b. Classification fondée sur l'objet

Les infractions de droit commun

- ☐ Porter atteinte aux personnes et aux biens et qui ne sont pas ni politiques, ni militaires.

Les infractions politiques

- ☐ Commises dans un but idéologique.

Les infractions militaires

- ☐ La violation d'un devoir purement militaire ou qui ont été commises par un militaire.